

IV - ANNEXES

A – ÉLÉMENTS DU BILAN

ELEMENTS DU BILAN										IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION										A1
A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)										

(2)	Libellé	Non ventilables 01	Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
-----	---------	--------------------	---	--------------------------------------	--------------------------------	--------------	------------------------	--------------------------------------	--------------	---------------	---	------------------------	-------

FONCTIONNEMENT													
DEPENSES													
Total cumulé des dépenses de fonctionnement		180 179,65	405 996,07								100 000,00		686 175,72
Total dépenses de l'exercice		180 179,65	405 996,07								100 000,00		686 175,72
Restes à réaliser-reports													

RECETTES													
Total cumulé des recettes de fonctionnement		150 972,22	535 203,50										686 175,72
Total des recettes de l'exercice		150 972,22	535 203,50										686 175,72
Restes à réaliser-reports													

INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total cumulé des dépenses d'investissement		7 501,00									469 060,25		476 561,25
Opérations financières													
Equipements municipaux (2)											374 060,25		374 060,25
Equipements non municipaux (C204) (3)											95 000,00		95 000,00
Depenses d'ordre		7 501,00											7 501,00
Total des dépenses de l'exercice		7 501,00									469 060,25		476 561,25
Restes à réaliser-reports													

RECETTES													
Total cumulé des recettes d'investissement		476 561,25											476 561,25
Recettes de l'exercice		476 561,25											476 561,25
Restes à réaliser-reports													

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexes (L.2312-3, R.2311-1 et R.2311-10). Dans les communes de 3500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L.5211-36 à 1 et R.5211-14 + L.5711-1 et R.5711-2 du CGCT).

(2) ou biens de la structure intercommunale.

(3) ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN		
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1
A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		

Libellé	Non ventilables 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
---------	--------------------	---	-----------------------------------	-----------------------------	-----------	---------------------	-----------------------------------	-----------	------------	--	---------------------	-------

FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total des dépenses de fonctionnement	180 179,65	405 996,07								100 000,00		686 175,72
Dépenses réelles		405 996,07								100 000,00		505 996,07
011 Charges à caractère général		107 996,07								5 000,00		112 996,07
012 Charges de personnel et frais assimilés		269 000,00										269 000,00
65 Autres charges de gestion courante		29 000,00								95 000,00		124 000,00
Dépenses d'ordre												
023 Virement à la section d'inv. (dep.)	180 179,65											180 179,65
042 Op. ordre transfert entre sections (f)	133 179,65											133 179,65
	47 000,00											47 000,00

RECETTES												
Total des recettes de fonctionnement	150 972,22	535 203,50										686 175,72
Recettes réelles	143 471,22	535 203,50										678 674,72
002 Deficit/excedent reporté	143 471,22											143 471,22
74 Dotations et participations		535 203,50										535 203,50
Recettes d'ordre												
042 Op. ordre transfert entre sections (f)	7 501,00											7 501,00
	7 501,00											7 501,00

IV - ANNEXES										IV
ELEMENTS DU BILAN										
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION										A1
A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION										

Libellé	Non ventilables 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
---------	--------------------	---	-----------------------------------	-----------------------------	-----------	---------------------	-----------------------------------	-----------	------------	--	---------------------	-------

INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Total des dépenses d'investissement	7 501,00									469 060,25		476 561,25
Dépenses réelles										469 060,25		469 060,25
20 Immobilisations incorporelles -sauf 204										374 060,25		374 060,25
204 Subventions d'équipement versées										95 000,00		95 000,00
Dépenses d'ordre	7 501,00											
040 Opérations d'ordre de transfert entre se	7 501,00											7 501,00
												7 501,00

RECETTES												
Total des recettes d'investissement	476 561,25											476 561,25
Recettes réelles	296 381,60											296 381,60
001 Solde d'exécution section d'inv. reporté	278 381,60											278 381,60
10 Dotations, fonds divers et réserves	18 000,00											18 000,00
Recettes d'ordre	180 179,65											180 179,65
021 Virement de la section de fonct. (rec.)	133 179,65											133 179,65
040 Opérations d'ordre de transfert entre se	47 000,00											47 000,00

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN		A1 - 8
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		

FONCTION 8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

(2)	Libellé	s/f 81 Services urbains					s/f 82 Aménagement urbain			s/f 82 Aménagement urbain				833 Préservation du milieu naturel	832 Actions spécif de lutte contre la pollution	831 Aménagement des eaux	830 Services communs	824 Autres opérations d'aménagt urbain		TOTAL		
		810 Services communs	811 Eaux et assainissement	812 Collecte et traitement des ord ménag	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers	820 Services communs	821 Equipements annexes de voirie	822 Voie communales et routes	823 Espaces verts	824 Autres opérations d'aménagt urbain									
		TABLEAU 1044 - 1045																			100 000.00	
		DEPENSES (3)																			100 000.00	
		Dépenses de l'exercice																			100 000.00	
		011 Charges à caractère général																			5 000.00	
		05 Autres charges de gestion courante																			95 000.00	
		Restes à réaliser-reports																				
		RECETTES (3)																				
		Recettes de l'exercice																				
		Restes à réaliser-reports																				
		SOLDE																			-100 000.00	
		INVESTISSEMENT																				
		DEPENSES (3)																			469 060.25	
		Dépenses de l'exercice																			469 060.25	
		20 Immobilisations incorporelles - sauf 204																			374 060.25	
		204 Subventions d'équipement versées																			95 000.00	
		Restes à réaliser-reports																				
		RECETTES (3)																				
		Recettes de l'exercice																				
		Restes à réaliser-reports																				
		SOLDE																			-469 060.25	

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE		
DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)		A2.1

A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)						
Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (6615)	N - 1 Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (total)						

Néant

(1) Circulaire n° NOR/INT/89/00071/C du 22/2/1989.
(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (l'article L. 2122-22 du CGCT).

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE		
REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX		A2.3
A2.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX		

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Emprunts à taux fixe ou taux variable sur la durée du contrat A														
TOTAL A														
Barrière simple B														
TOTAL B														
Option d'échange C														
TOTAL C														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé D														
TOTAL D														
Multiplicateur jusqu'à 5 E														
TOTAL E														
Autres types de structures F														
TOTAL F														
TOTAL GENERAL														

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1: Indice zone euro / 2: Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3: Ecart indice zone euro / 4: Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : Ecart d'indices hors zone euro / 6: Autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau du taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE		
TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS		A2.4

A2. 4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swap))	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV - ANNEXES	IV
METHODE UTILISEE POUR LES AMORTISSEMENTS Modifiée par délibération du 22/10/2015	A3

ETALEMENT DES AMORTISSEMENTS

Biens ou catégories de biens amortis	Durées des amortissements
Immobilisations incorporelles	
Frais d'études, d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme	6 ans
Frais d'études non suivis de réalisations	5 ans
Frais de recherche et de développement	5 ans
Frais d'insertion non suivis de travaux	5 ans
Subventions d'équipements versées pour le financement de biens mobiliers, matériel ou études	5 ans
Subventions d'équipement versées pour le financement de biens immobiliers ou infrastructures	10 ans
Subventions d'équipement versées pour le financement d'équipements structurants d'intérêt national	15 ans
Logiciels	5 ans
Immobilisations corporelles	
Voitures	5 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers incorporés dans des bâtiments dont le Syndicat mixte n'est ni propriétaire ni affectataire, ou qu'il n'a pas reçu au titre de mise à disposition	15 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	10 ans
Mobilier	10 ans
Autres immobilisations corporelles	10 ans
Frais d'études non suivis de réalisations	5 ans
Coffres forts	20 ans
Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics	15 ans
Divers	
Immobilisations corporelles et incorporelles dont la valeur unitaire est inférieure à 1 500 €	1 an

	IV
ELEMENTS DU BILAN	
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3
ETAT DES PROVISIONS	A4
ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL			Délibération du 22/10/2015
Biens de faible valeur	Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R 2321-1 du CGCT) : 1 500		
Procédure d'amortissement d'amortissement	Catégorie de biens amortis	Durée (en années)	
	cf. Délibération du 22/10/2015		

A4 - ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 1/1/2018	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges et contentieux						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour garanties d'emprunt						
Autres provisions pour risques						
Provisions pour grosses réparations						
.....						
Provisions pour dépréciation (2)						
- des immobilisations						
- des stocks						
- des comptes de tiers						
- des comptes financiers						
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES						
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges et contentieux						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour garanties d'emprunt						
Autres provisions pour risques						
Provisions pour grosses réparations						
.....						
Provisions pour dépréciation (2)						
- des immobilisations						
- des stocks						
- des comptes de tiers						
- des comptes financiers						
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
TOTAL GENERAL						

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provisions pour litiges et contentieux au titre du procès ...; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...)

A5 - ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 1/1/2018	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent "Etat des provisions" qui font l'objet d'un étalement.

IV - ANNEXES	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A6.1

A6.1 - DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2) I
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B		7 501,00	7 501,00
15	Emprunts et dettes assimilées (A)		
Autres dépenses à déduire des ressources propres(B)		7 501,00	7 501,00
10	Reversement de dotations et fonds divers		
139	Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	7 501,00	7 501,00
13911	Subv d'inv transférées au cpte résultat	2 801,00	2 801,00
13912	Subv d'inv transférées au cpte résultat	4 700,00	4 700,00
02	Dépenses imprévues		

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	7 501,00			7 501,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

IV - ANNEXES	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

A6.2 - RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	III
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b		198 179,65		198 179,65
Ressources propres externes de l'année (a)		18 000,00		18 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	18 000,00		18 000,00
10222	F.c.t.v.a.	18 000,00		18 000,00
138	Autres subv. d'invest. non transférables			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		180 179,65		180 179,65
15	Provisions pour risques et charges			
189	Primes de remboursement des obligations			
26	Participations et créances rattachées à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissement des immobilisations	47 000,00		47 000,00
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modification	47 000,00		47 000,00
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations			
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers			
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations			
021	Virement de la section de fonctionnement (d)	133 179,65		133 179,65

	Opérations de l'exercice	Restes à remiser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	CUMUL	IV
Total ressources propres disponibles	198 179,65		278 381,60			476 561,25

Dépenses à couvrir par des ressources propres	7 501,00
Ressources propres disponibles	476 561,25
Solde	+469 060,25

- (1) Les comptes 15, 189, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - Vue d'ensemble.
(6) Ces créances et charges peuvent être financées par emprunt.

IV - ANNEXES

B – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.7

B1.7 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions ...(2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
2042	Convention partenariale d'objectifs et de moyens	Mission d'études et de révision	AGURAM	Association	95 000,00
FONCTIONNEMENT					
6574	Convention partenariale d'objectifs et de moyens	Mission d'assistance technique générale	AGURAM	Association	95 000,00
65738	Convention	Conventions cadre (2018- 2019) et financière (2018) multipartite	Entre les 5 Syndicats mixtes de SCoT du sillon lorrain et les 3 agences d'urbanisme lorraines (AGAPE, SCALEN, AGURAM)	Associations et Etablissements Publics	7 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV - ANNEXES

C – AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

IV - ANNEXES			IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION			
ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018			C1

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							
Directeur général des services							
Directeur général adjoint des services							
Directeur général des services techniques							
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53							
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)							
Attaché	A	1	0,4	1,4	0	1,4	1,4
Rédacteur principal de 2ème classe	B	1	0	1	1	0	1
FILIERE TECHNIQUE (c)							
Ingénieur	A	1	0,8	1,8	1,8	0	1,8
FILIERE SOCIALE (d)							
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)							
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)							
FILIERE SPORTIVE (g)							
FILIERE CULTURELLE (h)							
FILIERE ANIMATION (i)							
FILIERE POLICE(j)							
EMPLOIS NON CITES (k)							
TOTAL GENERAL (a+b+c+d+e+f+g+h+i+j+k)							

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT. Un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT. Un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc...

IV - ANNEXES			IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION			
ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018			C1

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018 (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)						
Attaché	A	ADM	IB 423		3-2	
Attaché	A	ADM	IB 379		3-2	
Agents occupant un emploi non permanent (7)						
TOTAL GENERAL						

(1) CATEGORIES : A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif

TECH : Technique
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain)
 S : Social
 MS : Médico-social
 MT : Médico-technique
 SP : Sportif
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation
 PM : police
 OTR : Missions non rattachables à une filière

(3) REMUNERATION :

Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 Janvier 1984 modifiée).

3-a : article 3, 1^{ère} alinéa : accroissement temporaire d'activité

3-b : article 3, 1^{ère} alinéa : accroissement saisonnier d'activité

3-1 : article 3, 1^{er} alinéa : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité ...)

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4 : emplois à temps non complet communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps est inférieure à 50%.

3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposé à un agent contractuel.

38 : article 38 : travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupe d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un accord à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés "A/Autres" et feront l'objet d'une précision (ex : contrats aidés).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 - LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER
(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à(1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.				
La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Désignation du service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000€ ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme ...				
Autres				

Néant

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicats etc...

et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement;

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENTS	C3.1
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE	C3.2
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN B.A.	C3.3
LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN B.A.	C3.4

C3.1 - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT (1)
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autre organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait pr TPZ, TPU, TPU + fiscalité traditionnelle ou sans fiscalité propre.

C3.2 - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé/Objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)
CCAS CE Régies personnalisées					

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

« Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

« - soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;

« - soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

C3.3 - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé/Objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)
Régie à seule autonomie financière Lotissement Service social et médico-social					

C3.4 - LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé/Objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)



42 SCOTAM 2017
01 003-00 SCOTAM - Budget principal

ETAT DES RATTACHEMENTS 2017
BORDEREAUX DE MANDATEMENT N°44 A N°45

Bordereau	Mandat	Date valid	Chap.	Compte	Fonction	Mandat d'implémentation et de réduction 2018	Code tiers: Mouvement/ligne	Désignation du tiers	Date de service fait	Montant ordonnancé
44	87	27/12/2017	011	6135	020	Bordereau 1 Mandat 1	METZ METROPOLE 17RATD0001 / 1	Cle d'Agglo.de Metz Metropole REFACTURATION INFORMATIQUE(RATTACH.)	18/12/2017	3 400,00
44	88	27/12/2017	65	6574	810	Bordereau 1 Mandat 2	AGURAM 17RATD0002 / 1	Agence d'urbanisme agglo messine Solde Convention 2017(RATTACH.)	18/12/2017	68 800,00
45	89	31/12/2017	011	6236	020	Bordereau 2 Mandat 3	ACTIVIS SAS 17RATD0003/ 1	ACTIVIS SAS Conception maquette newsletter(RATTACH.)	31/12/2017	840,00
Total des mandats										73 040,00
Total des bordereaux										73 040,00

Fait à Metz, le

18 JAN. 2018

Le Président du Syndicat mixte du
SCOTAM

Henri HASSER

43

REPORT DES INVESTISSEMENTS 2017 SUR 2018

BUDGET PRINCIPAL 2017

DEPENSES

Imputation						LIBELLE	MONTANT REPORTE
Chap.	Art.	Fonct.	Sce	Divers	Sens		
Néant							
Total Dépenses							0,00 €

Arrêté à la somme de zéro euro en dépenses.

RECETTES

Imputation						LIBELLE	MONTANT REPORTE
Chap.	Art.	Fonct.	Sce	Divers	Sens		
Néant							
Total Recettes							0,00 €

Arrêté à la somme de zéro euro en recettes.

Fait à Metz, le

16 JAN. 2018

Le Président du Syndicat mixte du SCoTAM

44



Henri HASSER

00300 - SYNDMC SCOTAM

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	284 553,23	656 755,73	941 308,96
Titres de recettes émis (b)	55 843,04	635 785,40	691 628,44
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	55 843,04	635 785,40	691 628,44
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	284 553,23	656 755,73	941 308,96
Mandats émis (f)	21 014,67	560 055,01	581 069,68
Annulations de mandats (g)	0,00	3 563,50	3 563,50
Dépenses nettes (h = f - g)	21 014,67	556 491,51	577 506,18
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	34 828,37	79 293,89	114 122,26
(h - d) Déficit			

45

00300 - SYNDMC SCOTAM

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement	243 553,23	0,00	34 828,37	0,00	278 381,60
Fonctionnement	64 177,33	0,00	79 293,89	0,00	143 471,22
TOTAL I	307 730,56	0,00	114 122,26	0,00	421 852,82
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	307 730,56	0,00	114 122,26	0,00	421 852,82

46

**IV - DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES
CONTRIBUTIONS DIRECTES
ARRETES ET SIGNATURES**

IV - ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1
ARRETE ETSIGNATURES	D2

D1 - TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases (N-1)	Taux appliqués par décision du conseil municipal	Variation de taux/N-1	Produit voté par le conseil municipal	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation % % % %
TFPB % % % %
TFPNB % % % %
CFE % % %
TOTAL % %

D2 - ARRETE - SIGNATURES

Nombre de membres en exercice 60

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES : Pour

Contre

Abstentions

Date de convocation :

Présenté par le Président, Monsieur Henri HASSER (1),

A Metz, le **13 MARS 2018**

Délibéré par le Comité syndical (2), réunion en session ordinaire

A Metz, le **13 MARS 2018**

Les membres du Comité Syndical (liste d'émargement ci-jointe) (2)

Certifié exécutoire par Monsieur Henri HASSER, Président du Syndicat mixte du SCoTAM (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le **21 MARS 2018** et de la publication le **21 MARS 2018**

A Metz, le **21 MARS 2018**



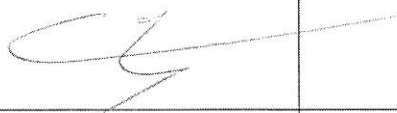
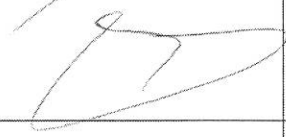
(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme;

(2) Indiquer le conseil municipal ou l'assemblée délibérante.

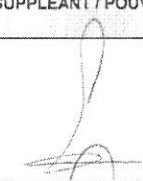

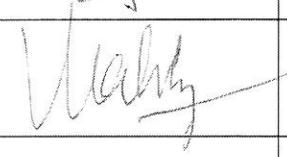
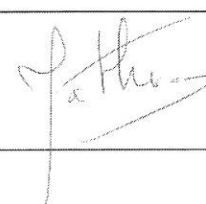
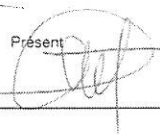




FEUILLE DE PRESENCE - Réunion de Comité syndical - Mardi 13 mars 2018 à 18h00
Salle Metz Métropole de Metz Métropole

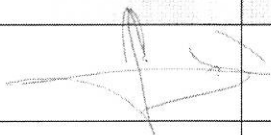
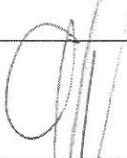
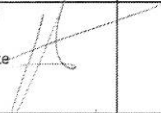
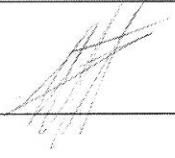

	Civilité	NOM	Prénom	EPCI	EMARGEMENT	SUPPLEANT / POUVOIR	suivi présences pour quorum
1	Monsieur	ABATE	Patrick	CC Rives de Moselle	absent excusé		
2	Madame	AGAMENNONE	Béatrice	METZ METROPOLE	absente excusée		
3	Monsieur	BAUCHEZ	Jean	METZ METROPOLE	présent		
4	Monsieur	BAUDOÛIN	Daniel	METZ METROPOLE	absent excusé		
5	Monsieur	BERGE	Guy	METZ METROPOLE	présent		
6	Monsieur	BLOUET	Denis	CC Mad et Moselle			
7	Monsieur	BOLAY	Patrick	CC Mad et Moselle	absent excusé 		
8	Monsieur	BOURCET	Patrice	METZ METROPOLE	présent		
9	Monsieur	CAMBIANICA	Guy	METZ METROPOLE	présent		
10	Monsieur	CORRADI	Luc	CC du Pays Orne Moselle	absent excusé		
11	Monsieur	COULETTE	Michel	CC Mad et Moselle			
12	Monsieur	DARBOIS	René	METZ METROPOLE	absent excusé 		
13	Monsieur	DAVID	Jean-Pierre	CC Mad et Moselle	présent		
14	Monsieur	DEFAUX	Daniel	METZ METROPOLE	présent		
15	Monsieur	DROUIN	René	CC du Pays Orne Moselle	absent excusé	remplacé par M PELIZARRI	
16	Monsieur	ECKENFELDER	Jean-Paul	CC du Sud Messin	présent		
17	Monsieur	FOURNIER	Lionel	CC du Pays Orne Moselle	absent excusé	remplacé par M HALTER	
18	Monsieur	FREYBURGER	Julien	CC Rives de Moselle	Présent		

	Civilité	NOM	Prénom	EPCI	EMARGEMENT	SUPPLEANT / POUVOIR	suivi présences pour quorum
19	Madame	GANSOINAT-RAVAINE	Marie-Thérèse	CC Sud Messin	présente		
20	Monsieur	GROS	Dominique	METZ METROPOLE	absent excusé	remplacé par Mme MIGAUD	
21	Monsieur	GROSDIDIER	François	METZ METROPOLE	absent excusé	remplacé par Mme DE SIMONE	
22	Monsieur	HASSER	Henri	METZ METROPOLE	présent		
23	Monsieur	HENOT	François	CC du Sud Messin	présent		
24	Monsieur	HERDE	Fabrice	METZ METROPOLE	présent		
25	Monsieur	HORY	Thierry	METZ METROPOLE	absent excusé	remplacé par M LISSMANN	
26	Monsieur	HUBER	Pascal	METZ METROPOLE	présent		
27	Madame	ISLER BEGUIN	Marie-Anne	METZ METROPOLE	présente		
28	Monsieur	JACQUES	Marcel	CC Rives de Moselle	absent excusé		
29	Monsieur	KOENIG	Sébastien	METZ METROPOLE	Rentre de congés le 12/03 le recontacter lundi		
30	Monsieur	KRAUSENER	Gilbert	METZ METROPOLE	présent (avec retard)		
31	Monsieur	LE BER	Jean-Yves	METZ METROPOLE	présent		
32	Monsieur	LIOGER	Richard	METZ METROPOLE	Son assistant nous recontacte		

FEUILLE DE PRESENCE - Réunion de Comité syndical - Mardi 13 mars 2018 à 18h00
Salle Metz Métropole de Metz Métropole

	Civilité	NOM	Prénom	EPCI	EMARGEMENT	SUPPLEANT / POUVOIR	suivi présences pour quorum
33	Monsieur	LOGNON	Etienne	CC du Haut Chemin - Pays de Pange	présent		
34	Monsieur	LOSCH	Jean-François	METZ METROPOLE	Présent		
35	Monsieur	MAHLER	Jean-Claude	CC Rives de Moselle			
36	Monsieur	MATELIC	Vincent	CC du Pays Orne Moselle	absent excusé		
37	Madame	MATHIAS	Arlette	METZ METROPOLE	Présente		
38	Madame	MULLER	Christiane	CC de la Houve et du Pays Boulageois			
39	Monsieur	MUNIER	Eric	CC du Pays Orne Moselle	Présent		
40	Monsieur	OCTAVE	Henri	CC Rives de Moselle	Absent excusé		
41	Monsieur	PETIT	Christian	CC du Haut Chemin - Pays de Pange	présent		
42	Monsieur	PEULTIER	Roger	METZ METROPOLE	Présent 		
43	Monsieur	RAPP	Pascal	CC de la Houve et du Pays Boulageois	absent excusé		
44	Monsieur	SADOCCO	Rémy	CC Rives de Moselle	absent excusé	remplacé par Mme MELON	
45	Madame	SALLUSTI	Patricia	METZ METROPOLE	Présente 		
46	Monsieur	SCHMITT	Jean-François	METZ METROPOLE	Présent 		
47	Monsieur	SCHUTZ	Philippe	CC de la Houve et du Pays Boulageois	Présent 		

FEUILLE DE PRESENCE - Réunion de Comité syndical - Mardi 13 mars 2018 à 18h00
Salle Metz Métropole de Metz Métropole

	Civilité	NOM	Prénom	EPCI	EMARGEMENT	SUPPLEANT / POUVOIR	suivi présences pour quorum
48	Monsieur	SIMON	Joël	CC Haut-Chemin-Pays de Pange	Présent		
49	Monsieur	SMIAROWSKI	Stanislas	METZ METROPOLE	Peut-être présent (avec retard)		
50	Monsieur	SOULIER	Gilles	CC Mad et Moselle			
51	Monsieur	STARCK	Jean-Victor	CC de la Houve et du Pays Boulageois	Présent		
52	Madame	STEINMETZ	Georgette	CC de la Houve et du Pays Boulageois	présente		
53	Monsieur	STROZYNA	Joël	METZ METROPOLE	Nous recontacte dans la semaine		
54	Monsieur	TORLOTING	Michel	METZ METROPOLE	présent		
55	Monsieur	VALDEVIT	Bruno	METZ METROPOLE	absent excusé		
56	Monsieur	VETSCH	Lucien	METZ METROPOLE	présent		
57	Monsieur	VOLLE	Michel	CC du Pays Orne Moselle	absent excusé		
58	Monsieur	WAGNER	Philippe	CC Rives de Moselle	absent excusé	remplacé par M GIRARD	
59	Monsieur	WATRIN	Roger	CC du Pays Orne Moselle	La CCPOM doit nous transmettre le nom de son suppléant		
60	Madame	WEBERT	Marilyne	METZ METROPOLE	présente	